

Le 10 janvier 2014

L'Iran et les Etats du Golfe, après le 24 novembre.

Par Michel Roche, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Sitôt après avoir signé l'accord intérimaire sur le nucléaire avec ses partenaires du P 5+1 (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie, Chine et Allemagne), l'Iran a lancé une offensive diplomatique de charme auprès des pays du Golfe. Pour la majorité des monarchies de la région, l'Iran est encore perçu comme un voisin menaçant ; la signature de l'accord intérimaire avait donc été accueillie avec réserve dans un premier temps, la crainte étant que les Occidentaux aient pu céder devant l'Iran. La multiplication des critiques très fermes à Riyad vis à vis des Américains, accusés de se désengager de la région, pèse naturellement sur la perception que les pays du Golfe peuvent avoir.

Il était donc devenu important pour le gouvernement iranien de reprendre avec ses voisins un contact qui s'était fortement distendu durant la période où M. Ahmadinedjad était au pouvoir. Le ministre des Affaires étrangères iranien, M. Zarif, s'est ainsi rendu successivement à Koweït, à Mascate et à Doha au début du mois de décembre; peu avant, c'est le ministre des Affaires étrangères émirien qui s'était rendu à Téhéran. Le message exprimé par l'Iran auprès de tous ses interlocuteurs de la région est double : d'une part, l'Iran souhaite ouvrir une nouvelle page dans les relations avec les pays du Golfe, hors de la tutelle des grandes puissances ; et, d'autre part, l'accord signé avec le P5 est également dans l'intérêt de ses voisins, car il permet d'espérer à terme qu'il n'y ait pas d'armes de destruction massive installées dans la région. Ces messages sont manifestement bien passés et la presse n'a fait état d'aucune fausse note durant les visites du ministre iranien.

En revanche, M. Mohammad Javad Zarif ne s'est pas rendu en Arabie Saoudite, où il n'est pas le bienvenu. Deux contentieux majeurs opposent en effet les deux capitales : les Saoudiens ne font pas mystère de leur volonté de mettre un terme aux ambitions nucléaires de l'Iran, y compris par la manière forte ; en outre, une lecture binaire des enjeux de sécurité dans la région, réduits à un conflit entre sunnites et chiites, les place en opposition frontale avec Téhéran. Dans cette situation les Saoudiens estiment que les Occidentaux jouent un jeu dangereux avec l'Iran et affichent une volonté de ne pas rester les bras croisés. Riyad voit d'ailleurs la main de l'Iran dans la tension qui règne à Bahreïn, où une majorité chiite s'oppose au pouvoir exercé par une dynastie sunnite. M. Mohammad Javad Zarif n'a pas moins profité de ses visites dans le Golfe pour adresser un message clair aux Saoudiens: se déclarant prêt à se rendre à Riyad, il a appelé l'Arabie Saoudite à travailler avec l'Iran pour promouvoir la paix et la stabilité dans la région.

Le sommet du Conseil de Coopération des Etats arabes du Golfe (CCEAG) qui s'est tenue à Koweït, le 10 décembre, offre une assez bonne mesure de l'état d'esprit dans le Golfe après cette série de visite. Le communiqué final frappe par sa modération : après un rappel obligé de la nécessité de régler la question des îlots occupés par le Shah d'Iran, le communiqué réagit favorablement à l'appel au dialogue lancé par l'Iran et se félicite de la signature de l'accord intérimaire sur le nucléaire.

Toutefois, derrière cette unité de façade les choses semblent avoir été plus compliquées. L'Arabie Saoudite a échoué dans son intention de rallier ses voisins dans une opposition à l'Iran. Au désaveu sur le plan des principes, s'ajoute également un rejet de la volonté saoudienne d'encadrer l'organisation politique du Golfe, à travers son projet d'intégration politique du CCEAG et de création

d'une organisation militaire. Mascate en particulier est bien déterminé à préserver ses relations traditionnelles avec l'Iran, et a joué un rôle déterminant pour affaiblir la proposition saoudienne. Les indications qui ont filtré sur l'organisation des rencontres entre Américains et Iraniens à Oman, afin de préparer l'accord intérimaire de novembre, n'ont pas facilité la discussion. Dans des déclarations ultérieures, tout à fait inhabituelles, un représentant officiel d'Oman a même envisagé l'hypothèse d'un retrait du Sultanat au cas où le CCEAG s'engagerait dans la voie proposée par les Saoudiens.

Le choix stratégique de Riyad de tout faire porter sur le conflit entre Sunnites et Chiites passe mal auprès de ses voisins. L'Arabie Saoudite est isolée sur le dossier syrien depuis que Qatar et la Turquie ont cessé de fournir des armes à l'opposition, et l'extension du conflit au Liban n'est pas de nature à rassurer. La grille de lecture adoptée par les Saoudiens a également atteint ses limites dans le Golfe ou la manière forte est impuissante à faire baisser la tension à Bahreïn. Quant à Koweït où il existe une minorité chiite importante, la prudence est de mise.

Il semble aussi qu'un éclat ait eu lieu entre Saoudiens et Qatariens, les premiers reprochant aux seconds de continuer à soutenir les Frères Musulmans en Egypte. L'épisode est loin d'être anecdotique si l'on se souvient de la façon brutale dont le nouveau chef d'Etat qatarien avait été traité au début de l'année par les Saoudiens qui pouvaient espérer une baisse de profil de la part de la diplomatie de l'Emirat. L'éclat prend d'autant plus de relief que c'est désormais le Qatar qui assure la présidence du CCEAG.

La réunion du « dialogue de Manama », au début décembre, a confirmé l'impression qu'un dialogue pourrait s'ouvrir avec l'Iran. Cette réunion annuelle est une initiative américaine sous l'égide de l'IISS (International Institute for Strategic Studies); elle réunit chaque année des experts et des responsables de très haut niveau. L'Iran était représenté par son ancien négociateur sur le nucléaire M. Moussavian. Il a été reconnu que l'accord intérimaire constitue bien un élément positif, même si les positions sont jugées éloignées entre Américains et Iraniens. L'Iran a en tout cas trouvé à Mascate l'occasion de renouveler sa volonté d'engager le dialogue.

Le bilan diplomatique du mois de décembre est positif pour Téhéran, et de leur côté les monarchies du Golfe peuvent espérer une nouvelle relation avec l'Iran. Leur intérêt les pousse en ce sens et elles auraient tout à gagner si la stabilité s'installait dans leur région. Mais leur pouvoir d'initiative est limité car le jeu leur échappe largement et l'hypothèse avancée par l'Arabie saoudite d'une participation du GCEAG aux négociations à 5+1 a disparu, sitôt envisagée. Les ouvertures du ministre des affaires étrangères iranien ont été écoutées avec intérêt et la réponse qui pourra leur être faite dépend maintenant du résultat de la négociation sur le nucléaire.

La période qui s'ouvre permettra de se rendre compte si les offres de Téhéran représentent un nouvel habillage d'une politique agressive ou si, au contraire, l'Iran peut s'engager dans une politique d'équilibre avec ses partenaires. Il est intéressant de noter qu'au moment où Téhéran cherche à sortir de son isolement, paraît aux Etats-Unis un ouvrage rédigé par un universitaire iranien réputé, M. Ruhi Ramazani, intitulé « Independence without Freedom », qui développe l'idée selon laquelle cette seconde option constitue une tradition pour l'Iran.

Michel Roche

Consultant indépendant

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil